

Communiqué de presse de la CI Priorité-Liberté

26'825 signatures pour des shops ouverts dans les stations-service

En l'espace de huit semaines, 26'825 personnes ont signé la pétition pour des shops ouverts dans les stations-service. La Communauté d'intérêts Priorité-Liberté a ainsi pu engranger un véritable succès avec sa première récolte de signatures. Le large soutien de la population prouve à l'évidence que les shops de stations-service ouverts 24 heures sur 24 répondent à un authentique besoin dans les villes et les agglomérations. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) devra donc revoir sa position. Priorité-Liberté continuera de faire pression au Parlement pour que la décision du SECO soit révisée.

Le "Paragraphe rouillé 2009" a été décerné à Serge Gaillard, chef de la Direction du travail au SECO, pour sa décision de ne plus tolérer des shops ouverts 24 heures sur 24 dans les stations-service. Au printemps dernier déjà, il s'est avéré que l'attitude bureaucratique du SECO n'était pas comprise par la population.

Le 12 mai la CI Priorité-Liberté a lancé sa pétition pour des shops ouverts dans les stations-service. Cette action est soutenue par un comité interpartis qui réunit plus de 30 parlementaires des rangs du PDC, du PRD et de l'UDC. L'écho suscité au sein de la population était énorme: en deux mois à peine, plus de 26 000 signatures ont été réunies et chaque jour de nouvelles listes de signatures entrent.

Il est donc évident que le SECO doit revoir sa position. La population ne comprend pas pourquoi l'administration met arbitrairement en péril des emplois alors que nous vivons une situation économique difficile. De l'avis de nombreuses citoyennes et de nombreux citoyens, il n'appartient pas à l'administration fédérale de décider si des shops ouverts 24 heures sur 24 répondent à un besoin – il appartient au marché de régler cet aspect. Aussi longtemps que les shops des stations-service installés le long des grands axes routiers prospèrent, on peut partir du principe qu'il y a un besoin.

La CI Priorité-Liberté continuera de suivre ce dossier. L'initiative parlementaire du conseiller national Christian Lüscher est pendante au Parlement (09.462: Libéralisation des heures d'ouverture des shops des stations-service). Si nécessaire, la CI Priorité-Liberté continuera de faire pression par de nouvelles interventions parlementaires. Des interventions au niveau cantonal sont également en préparation.

A une époque de difficultés économiques il est plus important que jamais d'améliorer les conditions-cadres des arts et métiers ainsi que des entreprises pour éviter de leur opposer des obstacles supplémentaires.

Berne, le 14 juillet 2009

Informations supplémentaires:

Peter Spuhler, conseiller national, président CI Priorité-Liberté, tél. 079 600 47 23

Gregor A. Rutz, secrétaire général CI Priorité-Liberté, tél. 079 220 54 39

Christian Lüscher, conseiller national, membre du comité CI Priorité-Liberté, tél. 079 355 37 52